



**Syndicat des Personnels
Administratifs des
Services Extérieurs de
l'Éducation Nationale**

Montreuil,
le 10 juillet 2019

Lettre ouverte au ministre de l'Éducation nationale



6 – 8, rue Gaston Lauriau
93 513 MONTREUIL CEDEX
Email : spaseen@fo-fnefcfp.fr
Site : <https://www.spaseenfo.fr>

Monsieur le ministre,

Vous avez adressé un message à tous les personnels de l'administration de l'Éducation nationale le 5 juillet 2019. Nous recevons ce message comme une provocation. Une fois de plus, vous nous exprimez votre mépris en occultant la réalité des conditions de travail des personnels de notre administration.

En effet, ce message nous arrive au moment où nos structures, nos missions, nos postes et nos statuts n'ont jamais autant été menacés.

- La territorialisation de l'Éducation nationale, mettant en place les fusions d'académies, vous permet de préparer les mutualisations de services dans le but de supprimer des postes et de faire du Recteur de région académique le seul interlocuteur des présidents et des préfets de région.
- Le projet de loi de transformation de la Fonction publique, de son côté, démantèle nos carrières par le recrutement accru de contractuels au détriment des recrutements statutaires. C'est la fin des garanties et protections collectives : fin des CAP, suppression des CHSCT... C'est la consécration de l'individualisation des carrières et des salaires.
- La loi sur l'École de la confiance adoptée le 4 juillet, dès son premier article, vise à transformer tous les personnels de l'Éducation nationale, y compris les personnels non enseignants, en serviteurs du gouvernement et non plus en serviteurs de la République.
- La réforme du BAC n'impacte pas seulement les enseignants et les élèves mais aussi les personnels de l'administration de l'Éducation nationale en déplaçant les missions des services déconcentrés vers les EPLE, notamment par la généralisation du contrôle continu commun, sans moyens supplémentaires.

Toutes ces réformes se mettent en œuvre à marche forcée, malgré l'opposition toujours majoritaire et parfois unanime des représentants de l'ensemble des catégories.

Vous vous obstinez à préférer l'affrontement à la négociation.

Depuis des mois vous restez sourd aux revendications des personnels.

Vous clamez votre fierté du travail accompli par les personnels « de la maison », vous vantez notre « grand » professionnalisme et notre « agilité ». « Les personnels de l'ombre » que nous sommes ne sont pas dupes. La réalité du terrain, monsieur le ministre, est tout autre :

- Votre note de service qui a conduit à supprimer la seconde phase du mouvement dans le 1^{er} degré a contraint certains personnels des DSDEN à travailler dans des conditions inacceptables, en multipliant les heures supplémentaires, week-end et jours fériés compris.

- Si les épreuves du BAC et du DNB ont pu cette année être surveillées, c'est par le recours –« parfois par réquisition »- aux personnels administratifs, sans compensation ! Il en a été de même pour la saisie des notes, parfois de nuit et toujours sans compensation !

Votre reconnaissance ne peut se limiter à de simples mots ou à un exercice audiovisuel, parce que les personnels attendent des actes forts pour satisfaire leurs revendications :

- La revalorisation immédiate de 16% de la valeur du point d'indice gelé depuis 2010,
- L'arrêt immédiat des suppressions de postes et la création des postes à hauteur des besoins,
- La titularisation de tous les contractuels,
- Le maintien des services publics nationaux et le refus de toute mutualisation,
- Le refus de la fusion des académies de Caen et Rouen, véritable laboratoire d'essai, avant application aux autres académies,
- Un véritable plan de revalorisation des carrières, contrairement à PPCR,
- Maintien du code des pensions civiles-non à la retraite à points.

Monsieur le Ministre, si les personnels ont effectivement bien « mérité » leurs vacances, ils ne partiront pas sereins au regard des remises en causes récurrentes par le gouvernement de notre temps de travail et de nos droits à congés.

Monsieur le Ministre, l'urgence est là. Vos ambitions doivent porter sur l'amélioration des conditions de travail, sur la revalorisation des carrières et des salaires. C'est uniquement sur cette base que vous pourrez construire la confiance.

RÉSISTER ! REVENDIQUER ! RECONQUÉRIR !